

Rapport du Groupe de travail sur la révision du Plan stratégique

Mesures requises :

Le Comité permanent est invité à :

- i) prendre note des travaux du Groupe de travail sur le Plan stratégique ;
- ii) amender le quatrième Plan stratégique (PS4) en ajoutant des annexes thématiques relatives à des questions émergentes, entre autres, et à demander au Secrétariat de communiquer ces annexes aux Parties contractantes pour contribuer à la mise en œuvre du PS4 dans la dernière année avant la COP14 ;
- iii) décider que les orientations/outils existants soient communiqués aux Parties contractantes pour soutenir la mise en œuvre du PS4 dans la dernière année avant la COP14, sous réserve des capacités du Secrétariat ;
- iv) convenir du processus proposé et des éléments clés à développer dans le cinquième Plan stratégique (PS5), en identifiant tout élément prioritaire additionnel à inclure ;
- v) constituer un nouveau Groupe de travail composé de Parties contractantes, du GEST et des Organisations internationales partenaires en vue de commencer les préparatifs du PS5, avec un cahier des charges et un plan de travail qui seront convenus dans la période intersessions ;
- vi) attribuer les fonds non dépensés, soit 18 000 CHF du PS4, à l'élaboration du PS5 et 90 000 CHF pour un consultant, les réunions du Groupe de travail et les consultations, lorsque le plan de travail sera convenu ; et
- vii) noter que le Groupe de travail préparera, pour la réunion du Comité permanent en 2022 avant la COP14, un projet de résolution sur la révision du quatrième Plan stratégique, les annexes thématiques proposées et les domaines où de nouvelles orientations pourraient être élaborées dans la prochaine période triennale.

Rapport du Groupe de travail et processus de révision

1. La Résolution XIII.5, *Révision du quatrième Plan stratégique de la Convention de Ramsar*, adoptait un processus de révision du quatrième Plan stratégique de la Convention de Ramsar 2016-2024 (PS4) et demandait « au Comité permanent, à sa 56^e Réunion, d'établir un Groupe de travail sur le Plan stratégique, chargé de conduire la révision du quatrième Plan stratégique »

(paragraphe 20). Le processus de révision, sa portée et ses modalités sont décrits dans l'Annexe 1 de la Résolution.

2. À sa 56^e Réunion (SC56, octobre 2018), le Comité permanent a établi le Groupe de travail (GT) sur le Plan stratégique dont les membres sont : Afrique du Sud, Algérie, Arménie, Australie, Bénin, Bhoutan, États-Unis d'Amérique, Oman, Ouganda, République dominicaine, Sénégal et Suisse.
3. Le GT a communiqué une mise à jour sur l'avancement de ses travaux à la 57^e Réunion du Comité permanent, dans le document SC57 Doc.9, qui décrit notamment :
 - La préparation d'un modèle pour que les Parties contractantes « puissent évaluer leurs efforts d'application du quatrième Plan stratégique 2016-2024 » (paragraphe 8, Annexe 1 de la Résolution XIII.5). Le modèle a été envoyé à toutes les Parties le 11 avril 2019. Vingt-six Parties avaient répondu au moment où s'est tenue la 57^e Réunion du Comité permanent.
 - L'élaboration du cahier des charges d'un consultant que le Secrétariat devait engager pour aider au processus de révision (paragraphe 11, Annexe 1 de la Résolution XIII.5).
4. Le GT s'est réuni le 24 juin 2019, avant l'inauguration de la 57^e Réunion du Comité permanent et a remis un rapport additionnel au Comité permanent sur les résultats de cette réunion (SC57 Com.4), annonçant l'élection de l'Ouganda à la présidence du GT et faisant un certain nombre de recommandations.
5. Sur la base des recommandations du GT, le Comité permanent a pris les décisions suivantes :
 - Décision SC57-06 : Le Comité permanent donne instruction au Secrétariat de communiquer l'évaluation de la liste courte des candidats aux membres du Groupe, et d'associer le Président du Groupe de travail aux entretiens avec les candidats sélectionnés pour le poste de consultant.
 - Décision SC57-07 : Le Comité permanent donne instruction au Secrétariat de procéder rapidement à la nomination du consultant et au lancement du projet de plan de travail afin qu'il ait bien progressé avant la fin de 2019 et qu'un projet de rapport bien avancé puisse être soumis à la 58^e Réunion du Comité permanent, en 2020.
 - Décision SC57-08 : Le Comité permanent donne instruction au Secrétariat d'organiser une première réunion avec le consultant choisi, pour définir un calendrier détaillé et les produits, à la lumière des processus existants tels que la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (CDB COP15) en octobre 2020 et le cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020.
 - Décision SC57-09 : Le Comité permanent donne instruction au Secrétariat de chercher à obtenir d'autres réponses des Parties contractantes au questionnaire sur l'application du Plan stratégique actuel et invite les représentants régionaux du Comité permanent à encourager les Parties de leurs régions respectives à y répondre.
6. Le GT a finalisé son plan de travail en juillet 2019 et a nommé un consultant (Wolf Group), en août 2019, chargé de contribuer à la révision.
7. D'autres réponses ont été sollicitées des Parties contractantes et, en fin de compte, 44 Parties ont répondu à l'enquête. Celle-ci a, par ailleurs, été envoyée aux membres et experts du Groupe d'évaluation scientifique et technique (GEST), aux Organisations internationales partenaires (OIP) et aux organisations partenaires qui avaient été invités à participer à la préparation du

quatrième Plan stratégique. Aucun de ces groupes n'a répondu. Le consultant a tenu des consultations téléphoniques initiales avec le Président du GEST, les principaux auteurs des Perspectives mondiales des zones humides et deux des six OIP.

8. Le GT a travaillé par échanges de courriels et a tenu deux téléconférences : 9 décembre 2019 et 16 mars 2020. Le consultant a reçu instruction de préparer un aperçu compilé des réponses à l'enquête et de l'information soumise par les Parties contractantes dans leurs rapports nationaux à la COP13, en tenant également compte des éléments énumérés dans le paragraphe 9 a) de l'Annexe 1 de la Résolution XIII.5.
9. Le consultant, avec les conseils du GT, a préparé un aperçu analytique compilé en utilisant les 44 réponses à l'enquête et les rapports nationaux soumis par les Parties contractantes avant la COP13 afin d'obtenir une compréhension extrêmement détaillée des progrès de mise en œuvre du Plan stratégique. Cet exercice a mis en lumière les mesures prises et les problèmes semblables entre les régions, les niveaux de développement économique, les capacités des pays, etc. Le consultant a également revu et mis à jour son analyse de tous les écarts entre le Plan stratégique et les Perspectives mondiales des zones humides 2018 d'une part, et les rapports et évaluations pertinents de la Plateforme intergouvernementale, scientifique et politique, sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES), d'autre part.
10. La Résolution XIII.5 aborde également la nécessité d'élaborer une nouvelle approche pour conseiller et soutenir la CESP au sein de la Convention, notamment pour compléter les travaux du Groupe de travail sur le Plan stratégique (paragraphe 26). Le Groupe de surveillance des activités de CESP de la Convention a publié les résultats d'une étude réalisée auprès des Parties contractantes et a rédigé des recommandations sur une nouvelle approche pour le Comité permanent. Le Président du GT a travaillé en collaboration avec le Président du Groupe de surveillance des activités de CESP sur la nouvelle approche de la CESP, dans le contexte de la révision du PS4.
11. En 2020, les progrès de la révision du PS4 ont été considérablement perturbés par la pandémie de COVID-19, avec l'annulation de la 58^e Réunion du Comité permanent et la triste disparition du Président de notre Groupe de travail, Paul Mafabi. En décembre 2020, l'Australie a accepté de présider le Groupe de travail de manière intérimaire pour permettre au GT de finaliser la révision. Des séances virtuelles ont eu lieu le 20 janvier, le 23 février et le 21 avril 2021 pour convenir d'une approche sur la finalisation des tâches de révision et la rédaction de recommandations sur les modifications proposées au PS4, ainsi qu'une proposition de cadre et d'éléments clés en vue d'élaborer le PS5.

Révision du PS4 et identification des difficultés de mise en œuvre rencontrées par les Parties contractantes

12. La révision est en réalité une évaluation à moyen terme établissant comment les Parties contractantes progressent dans la mise en œuvre du PS4. L'analyse (décrite ci-dessus) a permis au Groupe de travail sur le Plan stratégique d'identifier un certain nombre d'objectifs pour lesquels les Parties contractantes rencontrent des difficultés de mise en œuvre, à savoir :

- But 1** Objectif 3 – Secteur privé
- But 2** Objectif 5 – Sites transfrontières
 Objectif 5 – Zones importantes pour la conservation des oiseaux (désormais : zones clés pour la biodiversité)
- But 3** Objectif 8 – Inventaires nationaux des zones humides

- Objectif 11 – Allègement de la pauvreté
- Objectif 11 – Avantages socio-économiques des zones humides
- Objectif 12 – Priorisation des sites en vue de leur restauration
- But 4** Objectif 16 – Plans CESP nationaux
- Objectif 16 – Comités nationaux Ramsar
- Objectif 18 – Obtenir l'aide du FEM et d'autres donateurs

13. Il existe des orientations/outils Ramsar qui pourraient servir à soutenir la mise en œuvre de plusieurs de ces objectifs et des moyens permettant de fournir cet appui aux Parties contractantes (par exemple, le Secrétariat pourrait annoncer à nouveau que ces outils sont disponibles à l'adresse des Parties contractantes ayant signalé des difficultés) ; voir Annexe A. Avec l'appui de son consultant, le GT a identifié, pour chaque objectif/indicateur, l'endroit où se trouvent les outils existants :
- a) une Résolution récente sur un thème fournissant des orientations spécifiques ;
 - b) des orientations récentes du GEST ;
 - c) des outils de formation/renforcement des capacités mis à disposition par le Secrétariat ; ou
 - d) des conseils de bonnes pratiques existants.

Lorsqu'il n'y a pas encore d'orientations/outils, le GT identifie les domaines où des orientations pourraient être mises en chantier durant la prochaine période triennale (entre la COP14 et la COP15) pour examen en tant que :

- tâches prioritaires du GEST ;
- priorités stratégiques/questions urgentes nécessitant une plus grande attention du Comité permanent (selon la Résolution XIII.4) ; ou
- supports spécifiques de formation/renforcement des capacités (par exemple, webinaires) à élaborer en priorité ou informations sur les bonnes pratiques à inscrire dans le plan de travail du Secrétariat.

Possibilités de faire progresser les orientations et les outils à la lumière du report de la COP14

14. Avec le report de la COP14, le Groupe de travail sur le Plan stratégique propose que les aspects de ces travaux qui n'ont pas besoin de nouvelles ressources (par exemple, faire connaître la disponibilité d'orientations existantes aux Parties contractantes) commencent avant la COP, à condition que le Secrétariat ait les capacités d'entreprendre des tâches additionnelles à ce moment-là. Les orientations existantes sont identifiées dans l'Annexe A, sous réserve des capacités disponibles du Secrétariat.
15. L'élaboration de nouvelles orientations a des incidences à la fois sur le Secrétariat et sur le plan de travail du GEST dans la prochaine période triennale, ainsi que des incidences budgétaires au cas où des consultants seraient requis pour aider à élaborer les orientations ; voir Annexe A. Lorsqu'un rôle technique et/ou d'élaboration d'orientations a été identifié pour le GEST, ces projets devraient être examinés et acceptés comme projets prioritaires dans le plan de travail du GEST pour la prochaine période triennale et approuvés par le Comité permanent. De nouvelles orientations nécessitant le financement d'un contrat de consultant devraient, de même, disposer d'un budget approuvé et identifier les incidences financières pour le Plan de travail du Secrétariat pendant la prochaine période triennale. Ces points seront consignés dans le projet de résolution proposé pour la COP14.

Modifications proposées au Plan stratégique 4 (PS4) pour soutenir sa mise en œuvre jusqu'en 2024

16. Le Groupe de travail sur le Plan stratégique ne recommande que des modifications légères au Plan stratégique lui-même et propose, en revanche, d'ajouter une série d'annexes thématiques abordant des questions émergentes et autres afin d'aider les Parties contractantes à améliorer la mise en œuvre du PS4 dans la prochaine période triennale, jusqu'en 2024. Ces annexes abordent les Objectifs de développement durable et le cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020, la nouvelle approche de la CESP et répondent aux questions d'égalité entre les sexes.
17. Un bref aperçu des annexes proposées figure ci-dessous et des projets d'annexes sont joints au présent document (voir Annexes B-E) :
 - Objectifs de développement durable (ODD) : Cette annexe montre aux Parties contractantes comment relier et utiliser les ODD pertinents comme leviers pour renforcer la mise en œuvre de la Convention.
 - CESP : Le Groupe de surveillance des activités de CESP travaille, en parallèle avec le Groupe de travail sur le Plan stratégique, à une nouvelle approche de la CESP qui devrait être adoptée à la COP14. Cette annexe aidera les Parties contractantes intéressées à définir comment elles peuvent appliquer cette nouvelle approche pour adopter des politiques et des pratiques, dans la prochaine période triennale.
 - Cadre mondial de la biodiversité : Cette annexe fera correspondre les buts et objectifs de la Convention avec les buts et indicateurs pour l'après-2020 lorsqu'ils seront disponibles, remplaçant l'Annexe 2 actuelle.
 - Égalité entre les sexes : Cette annexe aidera les Parties à déterminer comment faire en sorte que les politiques et pratiques relatives aux zones humides soient sensibles aux questions d'égalité entre les sexes, conformément à la Résolution XIII.18.
18. Avec le report de la COP14, il ne sera pas possible de modifier le PS4 à court terme mais les annexes proposées actuellement pourraient être utilisées par les Parties contractantes pour soutenir l'application du PS4 dans la prochaine année ainsi que pour alimenter le processus relatif au PS5 (voir paragraphe 17 ci-dessus).

Processus proposé pour la préparation du PS5, points à inclure et gouvernance

Éléments essentiels du PS5

19. Le Groupe de travail sur le Plan stratégique propose de conserver dans le PS5 les éléments essentiels du PS4 (buts et objectifs) pour maintenir la cohérence et la continuité dans les rapports et la possibilité de comparer des périodes d'application. Le GT estime que les résultats des Perspectives mondiales des zones humides (GWO), l'analyse par le Secrétariat des rapports nationaux de 2021 ainsi que des éléments externes à la Convention, le cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 (qui sera adopté vers la fin de l'année), les ODD et tous travaux futurs de l'IPBES ou du GIEC seront utiles pour étayer et définir le PS5. Les Parties contractantes devront réfléchir aux moyens d'inscrire les questions d'égalité entre les sexes et la CESP dans les modalités d'application du PS5, guidées par le projet de résolution concernant la nouvelle approche de CESP, présenté à la COP14, ainsi que les orientations sur l'égalité entre les sexes publiées.

Composition, appui technique et budget des groupes de travail sur le Plan stratégique précédents

20. Le processus de préparation du PS3 et du PS4 s'est déroulé sous la direction d'un Groupe de travail spécial du Comité permanent, soutenu par le Secrétariat. Un consultant a également été nommé pour aider à la rédaction du PS4. Le Groupe de travail chargé du PS3 était présidé par le Vice-Président du Comité permanent et comprenait une Partie contractante pour chaque région, une OIP (Birdlife) et deux autres Parties contractantes observatrices. Aucune réunion intersessions n'a eu lieu, sauf celles qui ont été tenues dos à dos aux réunions du Comité permanent.
21. Le Groupe de travail chargé du PS4 était coprésidé par l'Europe (France et Finlande) et comprenait des Parties contractantes pour chaque région (plus d'un représentant pour la plupart des régions), les présidents du GEST et du Groupe de surveillance des activités de CESP, Birdlife International et le PNUE. Le Groupe de travail a tenu trois réunions présentielles spéciales de deux jours, à Gland et une réunion dos à dos à celle du Comité permanent, et a consulté les parties prenantes. Des consultations sur le PS4 ont également eu lieu lors des réunions régionales pré-COP12 (le Comité permanent pourrait envisager la même chose pour le PS5 avant la COP14 et avant la COP15) et le Secrétariat a créé un espace sur le site web Ramsar pour le processus de consultation sur le Plan stratégique.
22. Le budget attribué pour la préparation du PS4 était de 106 000 CHF, ce qui a permis d'engager le consultant, de payer les réunions intersessions du GT et les consultations. 18 000 CHF de ce budget restent non dépensés et pourraient être reversés à l'élaboration du PS5.

Constitution et budget d'un nouveau Groupe de travail sur le PS5

23. Le Groupe de travail sur le Plan stratégique propose de recommander à la COP14 de constituer un Groupe de travail chargé de rédiger le PS5 dans la prochaine période triennale. Avec le report de la COP, le Groupe de travail sur le Plan stratégique recommande que le Comité permanent constitue le Groupe de travail avant la COP14, pour qu'il ait suffisamment de temps pour élaborer le nouveau Plan stratégique en vue de son adoption à la COP15 en 2024. L'avis juridique obtenu par le Secrétariat confirme que le Comité permanent est habilité à établir des groupes de travail.
24. Le cahier des charges et le plan de travail du nouveau Groupe de travail pourraient être décidés dans la période intersessions et des progrès pourraient être faits concernant le champ d'action et les consultations avant la COP14. Comme pour la constitution du Groupe de travail sur le PS4, le Groupe de travail sur le PS5 devrait comprendre des membres représentant les Parties contractantes, le GEST et les Organisations internationales partenaires, notant que le Groupe de surveillance des activités de CESP pourrait être consulté à titre spécial, si nécessaire.
25. Le Groupe de travail sur le Plan stratégique propose en outre que les 18 000 CHF non dépensés du budget du PS4 soient réorientés vers les préparatifs du PS5 et que 90 000 CHF supplémentaires du budget Ramsar soient attribués pour contribuer à l'élaboration du PS5, y compris le recrutement d'un consultant pour soutenir les efforts du Groupe de travail.

ANNEXE A : RÉVISION DU PLAN STRATÉGIQUE : DIFFICULTÉS DE MISE EN ŒUVRE, LIGNES DIRECTRICES EXISTANTES DISPONIBLES, LACUNES ET MESURES PROPOSÉES POUR SOUTENIR LES PARTIES CONTRACTANTES

But	Indicateur identifié	Orientations/outils existants	Mesure proposée	Acteurs proposés, calendrier et ressources
<p>But 1 S'attaquer aux moteurs de la perte et de la dégradation des zones humides</p>	<p>Objectif 3 – Secteur privé :</p> <p><i>Le secteur privé a-t-il agi ou pris des mesures en faveur de la conservation, l'utilisation rationnelle et la gestion de :</i></p> <p>a) Sites Ramsar b) Zones humides en général</p>	<p>Manuel Ramsar 5, Partenariats [2010]</p> <p>Résolution X.12, Principes régissant les partenariats entre la Convention de Ramsar et le secteur privé</p> <p>Résolution XI.20, Promouvoir l'investissement durable par le secteur public et le secteur privé pour garantir le maintien des avantages issus des zones humides pour l'homme et la nature</p>	<p>Rappel aux Parties des outils et résolutions existants.</p> <p>Appel aux Parties à réaliser et compiler des études de cas sur les bonnes pratiques.</p> <p>-----</p> <p>Élaboration de nouvelles orientations sur la participation du secteur privé.</p>	<p>Secrétariat</p> <p>Calendrier : Jusqu'à la COP14 si les capacités le permettent OU Prochaine période triennale</p> <p>Financement : Ressources existantes</p> <p>-----</p> <p>Le consultant élaborera de nouvelles orientations supervisées par un GT pour préparer l'examen du cahier des charges et mettre en œuvre la publication des orientations</p> <p>Calendrier : Prochaine période triennale</p> <p>Financement : Sous réserve de nouvelles ressources disponibles</p>
<p>But 2 Conserver et gérer efficacement le réseau de Sites Ramsar</p>	<p>Objectif 5 – Planification et aménagement des <i>Sites Ramsar transfrontières</i></p>	<p>Il n'y a pas d'orientations disponibles et aucun indicateur pour mesurer la gestion des Sites Ramsar transfrontières.</p> <p>COP10 Document 32, L'évolution de l'initiative des Sites Ramsar transfrontières</p> <p>Liste des Sites</p>	<p>Élaboration d'orientations et d'indicateurs.</p>	<p>GEST ou consultant pour préparer les orientations</p> <p>GEST pour élaborer les indicateurs</p> <p>Calendrier : Prochaine période triennale sous réserve d'intégration dans le Plan de travail du GEST 2022-2024</p>

But	Indicateur identifié	Orientations/outils existants	Mesure proposée	Acteurs proposés, calendrier et ressources
		Ramsar transfrontières		Financement : Nouvelles ressources pour un consultant
	Objectif 5 – Sites Ramsar qui sont aussi des : <i>Zones importantes pour la conservation des oiseaux et Zones clés pour la biodiversité ZICO/ZCB</i>	<p>Il n’y a pas d’orientations disponibles et aucun indicateur spécifique pour les Sites Ramsar qui sont aussi des ZCB, notant que le programme des zones clés pour la biodiversité (ZCB) de Birdlife International est le successeur des ZICO dont il élargit la portée. Une norme mondiale pour l’identification des ZCB a été développée afin d’assurer la cohérence à travers le globe et pour aider les gouvernements à remplir leurs obligations en matière de conservation, dans le cadre de Ramsar et d’autres traités internationaux.</p> <p>Résolution X.22 Promouvoir la coopération internationale pour la conservation des voies de migration des oiseaux d’eau</p> <p>Résolution VIII.38 Estimations des populations d’oiseaux d’eau et identification et inscription de zones humides d’importance internationale</p>	<p>Élaboration d’orientations pour les ZCB et les Sites Ramsar.</p> <p>Le Secrétariat restera en contact avec Birdlife International concernant la formation à la méthodologie des ZCB ainsi que des orientations pour les initiatives nationales et l’examen des propositions de ZCB candidates.</p> <p>Tenir compte de la nouvelle terminologie des ZCB dans le Plan stratégique (PS5).</p>	<p>Secrétariat (avec UICN et Birdlife International)</p> <p>Calendrier : Jusqu’à la COP14 si les capacités le permettent OU Prochaine période triennale</p> <p>Financement : Ressources existantes</p>

But	Indicateur identifié	Orientations/outils existants	Mesure proposée	Acteurs proposés, calendrier et ressources
<p>But 3 Utiliser toutes les zones humides de façon rationnelle</p>	<p>Objectif 8 – Inventaires nationaux des zones humides :</p> <p><i>Votre pays a-t-il un Inventaire national des zones humides complet ?</i></p>	<p>Une nouvelle boîte à outils pour les Inventaires nationaux des zones humides, 2020 et des Webinaires de formation associés</p>	<p>Rappeler aux Parties l'existence de la boîte à outils révisée, la formation en ligne existante et le lien important à l'ODD 6.6.1.</p> <p>-----</p> <p>Explorer une possibilité de modifier l'indicateur pour renforcer la connexion entre les Inventaires nationaux des zones humides et d'autres mécanismes de communication de l'information : <i>Tendances dans le nombre de Parties contractantes ayant inscrit les Inventaires nationaux des zones humides dans leurs plans nationaux pour la biodiversité, sectoriels, pour le développement durable et pour le développement</i> [2015 Indicateur Groupe d'experts].</p>	<p>Secrétariat</p> <p>Calendrier : Jusqu'à la COP14 si les capacités le permettent OU Prochaine période triennale</p> <p>Financement : Ressources existantes</p> <p>-----</p> <p>Examen des indicateurs Groupe de travail sur le PS5 et GEST</p> <p>Calendrier : Prochaine période triennale</p>
	<p>Objectif 11 – Programmes ou projets qui contribuent à l'allègement de la pauvreté :</p> <p><i>Des programmes ou projets sur les zones humides contribuant aux objectifs d'allègement de la pauvreté ou aux plans sur la sécurité alimentaire et de l'eau ont-ils été appliqués ?</i></p>	<p>Résolution XIII.19, L'agriculture durable dans les zones humides</p> <p>Indicateur ODD 1.1.1 : <i>Proportion de la population vivant au-dessous du seuil de pauvreté fixé au niveau international</i> [1,90 USD par jour], par sexe, âge, situation dans l'emploi et lieu de résidence (zone urbaine/zone rurale)</p>	<p>Appel à réaliser et compiler des études de cas sur les programmes des Parties contractantes relatifs aux zones humides et les projets qui contribuent à l'allègement de la pauvreté.</p>	<p>Secrétariat</p> <p>Calendrier : Dernière année jusqu'à la COP14 Si les capacités le permettent OU Prochaine période triennale</p> <p>Financement : Ressources existantes</p>
	<p>Objectif 11 – Avantages socio-économiques des zones humides :</p> <p><i>Les valeurs socio-économiques des zones humides ont-elles été intégrées dans les plans de gestion des Sites Ramsar et autres zones humides ?</i></p>	<p>Rapport technique Ramsar N° 3, Évaluation des zones humides [2006]</p> <p>Résolution IX.21, Tenir compte des valeurs culturelles des zones humides</p>	<p>Élaboration d'orientations pour les Parties sur la définition des valeurs socio-économiques et leur intégration dans les plans de gestion pour les Sites Ramsar et autres zones humides.</p> <p>Webinaires de renforcement des capacités</p>	<p>Consultant chargé d'élaborer les lignes directrices sous la supervision d'un GT pour préparer l'examen du cahier des charges et mettre en œuvre la publication des orientations.</p>

But	Indicateur identifié	Orientations/outils existants	Mesure proposée	Acteurs proposés, calendrier et ressources
			sur les méthodes d'évaluation et de comptabilité.	<p>Calendrier : Prochaine période triennale</p> <p>Financement : Sous réserve de nouvelles ressources disponibles</p>
	<p>Objectif 12 – Priorisation des sites en vue de leur restauration :</p> <p><i>Des programmes, plans ou projets de restauration/remise en état des zones humides ont-ils été réellement appliqués ?</i></p>	<p>Résolution VIII.16, Principes et lignes directrices pour la restauration des zones humides [2002]</p> <p>Résolution XIII.13, Restauration de tourbières dégradées pour atténuer les changements climatiques et s'adapter à ces changements, améliorer la biodiversité et réduire les risques de catastrophe</p>	<p>Rappel aux Parties des orientations existantes sur la restauration/remise en état des zones humides.</p> <p>Explorer les synergies avec la Décennie des Nations Unies sur la restauration des écosystèmes et la Norme mondiale UICN pour les solutions fondées sur la nature ; le Secrétariat contacte le PNUE et l'UICN pour identifier les possibilités de produire en commun des webinaires sur le renforcement des capacités.</p>	<p>Secrétariat (avec UICN)</p> <p>Calendrier : Jusqu'à la COP14 si les capacités le permettent OU Prochaine période triennale</p> <p>Financement : Ressources existantes</p>
<p>But 4 Améliorer la mise en œuvre</p>	<p>Objectif 16 – Plans CESP nationaux :</p> <p><i>Un plan d'action (ou des plans) pour la CESP zones humides a-t-il été établi ?</i></p>	<p>Compilation En ligne des méthodes et des outils pour les zones humides</p> <p>Résolution XII.9, Le Programme de la Convention de Ramsar relatif à la communication, au renforcement des capacités, à l'éducation, à la sensibilisation et à la participation (CESP) 2016-2024</p>	<p>Rappel aux Parties des résolutions existantes, des orientations, outils et méthodes pour soutenir la mise en place de plans d'action de CESP.</p> <p>-----</p> <p>Révision du Manuel sur la CESP pour intégrer la nouvelle approche de CESP.</p> <p>Webinaires de renforcement des capacités sur la nouvelle approche.</p>	<p>Secrétariat</p> <p>Calendrier : Jusqu'à la COP14 si les capacités le permettent OU Prochaine période triennale</p> <p>Financement : Ressources existantes</p> <p>-----</p> <p>Groupe de surveillance des activités de CESP</p> <p>Calendrier : Prochaine période triennale sous réserve d'adoption à la COP14</p>

But	Indicateur identifié	Orientations/outils existants	Mesure proposée	Acteurs proposés, calendrier et ressources
				Financement : Nouvelles ressources
	<p>Objectif 16 – Comités nationaux Ramsar :</p> <p><i>Avez-vous un Comité national Ramsar/pour les zones humides intersectoriel et opérationnel ?</i></p>	<p>Document, Appliquer la Convention de Ramsar dans votre pays : Les Correspondants nationaux et leur rôle [2014]</p> <p>Recommandation 5.7, Comités nationaux</p>	Encourager les Parties contractantes à établir ou reconnaître l'établissement de comités nationaux selon les besoins de chaque Partie contractante pour créer un point de référence, au niveau national, pour la mise en œuvre de la Convention.	<p>Secrétariat</p> <p>Calendrier : Jusqu'à la COP14 si les capacités le permettent OU Prochaine période triennale</p> <p>Financement : Ressources existantes</p>
	<p>Objectif 18 – Obtenir une aide du FEM et d'autres donateurs :</p> <p><i>% des Parties éligibles ayant reçu une aide de l'un au moins des organismes des Nations Unies ou d'autres organismes mondiaux ou régionaux, ou des OIP de la Convention pour leur mise en œuvre de la Convention</i></p>	<p>Résolution XII.7, Cadre de la Convention de Ramsar pour la mobilisation de ressources et les partenariats [2015]</p> <p>Résolution XIII.7, Renforcer la visibilité de la Convention et les synergies avec d'autres accords multilatéraux sur l'environnement et institutions internationales [2018]</p> <p>Webinaires de formation sur la préparation de demandes de subventions et le Fonds vert pour le climat</p>	Rappel aux Parties contractantes des orientations existantes et de la formation en vue de renforcer leur collaboration pour améliorer l'utilisation rationnelle des zones humides et les possibilités de financement.	<p>Secrétariat</p> <p>Calendrier : Jusqu'à la COP14 si les capacités le permettent OU Prochaine période triennale</p> <p>Financement : Ressources existantes</p> <p>Les OIP continuent de fournir un appui aux Parties contractantes sur des thèmes spécifiques liés aux OIP dans le cadre de l'Objectif 18.</p> <p>Calendrier : Prochaine période triennale</p> <p>Financement : Ressources existantes</p>

ANNEXE B : OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE (ODD)

Contexte

Le Programme à l'horizon 2030 et ses ODD fournissent une feuille de route pour l'action nationale et internationale des gouvernements, de la société civile, du secteur privé et d'autres acteurs vers la réalisation du développement durable pour les générations actuelles et futures. Les zones humides apportent toute une palette de valeurs et de services tels que l'eau propre, les aliments, la biodiversité et l'infrastructure qui soutiennent les moyens d'existence et l'économie, du niveau local au niveau national. En investissant dans les zones humides, on obtient de nombreux co-avantages pour la nature et la société.

Les Parties à la Convention sur les zones humides se sont engagées à inscrire des zones humides d'importance internationale (Sites Ramsar) et à conserver et utiliser de manière rationnelle toutes leurs zones humides et cet engagement a une importance critique pour la réalisation des ODD. Il s'ensuit que la Convention est une plateforme idéale pour l'application des ODD.

Le quatrième Plan stratégique Ramsar (2016-2024) distingue quatre buts généraux et 19 objectifs spécifiques qui soutiennent directement la réalisation, aussi bien des ODD que des Objectifs d'Aichi fixés par la Convention sur la diversité biologique. La nature intégrée des ODD, des Objectifs d'Aichi et du Plan stratégique Ramsar demande une intégration et des synergies renforcées entre les programmes multilatéraux existants.

La Résolution XIII.7 (paragraphe 14-19 et 39-44) traduit l'ampleur de l'engagement ODD et Ramsar, et le Secrétariat reçoit en outre l'instruction de participer, comme il convient, aux efforts internationaux pertinents relatifs aux Objectifs à l'horizon 2030 et plus précisément aux Objectifs 14 et 15¹ et aux Cibles 14.2 et 15.1. La même résolution met en lumière la pertinence des ODD 1, 2, 5, 11 et 13 pour la Convention².

S'appuyant sur le rapport du Secrétariat « Renforcer la conservation, l'utilisation rationnelle et la restauration des zones humides pour atteindre les Objectifs de développement durable », le tableau suivant énonce les domaines où les Parties contractantes peuvent intégrer davantage les ODD dans le cadre de leur application pratique du Plan stratégique.

¹ **Objectif 14** : Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable ; **Objectif 15** : Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des terres et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité.

² *NOTANT EN OUTRE que d'autres ODD sont pertinents pour la Convention : l'ODD 1. Éliminer l'extrême pauvreté et la faim ; l'ODD 2. Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable ; l'ODD 5. Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles ; l'ODD 11. Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables ; et l'ODD 13. Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions. [Paragraphe 17].*

Mesures essentielles en appui à la mise en œuvre pratique des ODD

Buts et Objectifs du PS	Mesures visant à intégrer les zones humides dans les processus de planification des ODD	Cibles connexes des ODD
But 1 : S'attaquer aux moteurs de la perte et de la dégradation des zones humides		
1. Les avantages des zones humides figurent dans les politiques / stratégies et plans relatifs à des secteurs clés tels que l'eau, l'énergie, les mines, l'agriculture, le tourisme, le développement urbain, l'infrastructure, l'industrie, la foresterie, l'aquaculture et la pêche aux niveaux national et local	Adopter des politiques et des pratiques pour la conservation et l'utilisation rationnelle des zones humides afin d'inverser l'érosion et la dégradation actuelles et futures des zones humides. Intégrer la conservation, l'utilisation rationnelle et la restauration des zones humides dans diverses politiques sectorielles telles que l'agriculture, la foresterie ou la planification urbaine, pour promouvoir leur rôle aux fins d'atteindre de multiples objectifs.	1.b; 2.4; 6.1; 6.2; 6.5; 8.3; 8.9; 11.3; 11.4; 11.a; 11.b; 13.2; 14.4; 14.5; 14.c; 15.9
2. L'eau est utilisée dans le respect des besoins des écosystèmes de zones humides afin qu'ils puissent remplir leurs fonctions et fournir des services à l'échelle qui convient, notamment au niveau d'un bassin versant ou le long d'une zone côtière	Renforcer les interventions en faveur des zones humides. Une approche au niveau du paysage ou du bassin versant tenant compte d'une zone plus vaste peut aider à examiner à la fois les processus écologiques plus généraux des zones humides et les effets sur les humains de leur disparition, et inversement, de leur restauration.	6.4; 6.5; 6.6
3. Les secteurs public et privé ont redoublé d'efforts pour appliquer des directives et bonnes pratiques d'utilisation rationnelle de l'eau et des zones humides		2.3; 2.5; 3.9; 6.3; 6.4; 6.5; 6.6; 6.a; 6.b; 8.4; 9.1; 9.5; 11.4; 11.5; 11.6; 11.7; 12.2; 12.6; 14.1; 14.2; 14.3; 14.4; 14.5; 14.7; 14.b; 15.1; 15.2; 15.3; 15.4; 15.5; 15.6; 15.7
4. Les espèces exotiques envahissantes et leurs voies d'introduction et de propagation sont identifiées et hiérarchisées, les espèces exotiques envahissantes prioritaires sont contrôlées et éradiquées et des mesures de gestion sont conçues et mises en œuvre pour empêcher l'introduction et l'établissement de ces espèces		15.8
But 2 : Conserver et gérer efficacement le réseau de Sites Ramsar		
5. Les caractéristiques écologiques des Sites Ramsar sont maintenues ou restaurées par une planification efficace et une gestion intégrée	Concevoir des partenariats multi-acteurs comme moyen critique de réaliser la conservation, l'utilisation rationnelle et la restauration des zones humides. Ainsi, des efforts sont nécessaires pour promouvoir ces partenariats entre différents secteurs de la société dans les Sites Ramsar	6.3; 6.4; 6.5; 6.6; 11.3; 11.4; 11.a; 11.b; 13.1; 14.2; 15.1; 15.2; 15.3; 15.4

Buts et Objectifs du PS	Mesures visant à intégrer les zones humides dans les processus de planification des ODD	Cibles connexes des ODD
6. Le réseau de Sites Ramsar s'accroît considérablement en termes de superficie, de nombre de sites inscrits et de connectivité écologique, en particulier par l'ajout de types de zones humides sous-représentés, y compris dans des écorégions sous-représentées, et de sites transfrontières		6.5; 6.6; 11.3; 11.4; 11.a; 11.b; 13.1; 14.2; 15.1; 15.2; 15.3; 15.4
7. Les menaces pesant sur les sites dont les caractéristiques écologiques risquent de changer sont traitées		6.5; 6.6; 11.3; 11.4; 11.a; 11.b; 12.4; 13.1; 14.2; 15.1; 15.2; 15.3; 15.4
But 3 : Utiliser toutes les zones humides de façon rationnelle		
8. Les inventaires nationaux des zones humides sont commencés, terminés ou mis à jour et diffusés et utilisés pour promouvoir la conservation et la gestion efficace de toutes les zones humides	Utiliser les rapports nationaux Ramsar, et les mécanismes d'accompagnement pour la communication d'informations, pour les inventaires et le suivi relatifs aux ODD 6.6.1 et 15.1.	6.6; 11.4; 14.5; 15.1
9. L'utilisation rationnelle des zones humides est renforcée par la gestion intégrée des ressources à l'échelle qui convient, notamment celle d'un bassin versant ou le long d'une zone côtière		1.4; 5.a; 6.5; 8.4; 11.b; 14.7; 14.c
10. Les connaissances, innovations et pratiques traditionnelles des peuples autochtones et des communautés locales qui présentent un intérêt pour l'utilisation rationnelle des zones humides et leur utilisation coutumière durable des ressources des zones humides, sont documentées, respectées, soumises aux dispositions de la législation nationale et aux obligations internationales en vigueur, et sont pleinement intégrées et prises en compte dans le cadre de l'application de la Convention, avec la participation pleine et effective des peuples autochtones et des communautés locales, à tous les niveaux pertinents	Faire participer les acteurs à tous les niveaux pour faciliter l'intégration de la conservation, de l'utilisation rationnelle et de la restauration des zones humides dans les stratégies relatives aux moyens d'existence et veiller ainsi à pérenniser ces efforts. Le rôle et les connaissances des communautés autochtones et locales sont ainsi de plus en plus valorisés et jugés fondamentaux pour assurer la pérennité à long terme des interventions.	2.3; 2.5; 5.5; 5.a; 6.b; 12.8; 15.c
11. Les fonctions, services et avantages des zones humides sont largement démontrés, documentés et diffusés	Définir clairement, dès le début, les services que les zones humides, y compris les Sites Ramsar, apportent à la population et à l'environnement, pour aider à améliorer la compréhension des valeurs d'un site et les mesures ultérieurement proposées en matière de conservation,	1.5; 14.7; 15.9

Buts et Objectifs du PS	Mesures visant à intégrer les zones humides dans les processus de planification des ODD	Cibles connexes des ODD
	d'utilisation et de restauration. Les Sites Ramsar peuvent être gérés en tant que sites pilotes pour promouvoir le développement durable.	
12. Les zones humides dégradées sont en cours de restauration, la priorité étant donnée aux zones humides importantes pour la conservation de la biodiversité, la prévention des risques de catastrophes, les moyens d'existence et/ou l'atténuation des changements climatiques et l'adaptation à ces changements	Intégrer les services des zones humides dans les Contributions déterminées au niveau national de l'Accord de Paris sur le climat.	6.6; 14.2; 14.4; 15.1; 15.2; 15.3
13. Les pratiques de secteurs clés, tels que l'eau, l'énergie, les mines, l'agriculture, le tourisme, le développement urbain, l'infrastructure, l'industrie, la foresterie, l'aquaculture et la pêche, touchant aux zones humides, sont plus durables et contribuent à la conservation de la biodiversité et aux moyens d'existence des êtres humains		1.b; 2.4; 6.5; 8.3; 8.9; 11.3; 11.4; 11.a; 11.b; 12b; 13.2; 14.4; 14.5; 14.c; 15.9
14. Des orientations scientifiques et des méthodologies techniques, aux niveaux mondial et régional, sont préparées sur différents sujets et mises à la disposition des décideurs et praticiens sous une forme et dans un langage appropriés		9.5; 9.a; 14.3; 14.4; 14.5; 17.6
15. Les initiatives régionales Ramsar, avec la participation et l'appui actifs des Parties de chaque région, sont renforcées et deviennent des outils efficaces, contribuant à l'application pleine et entière de la Convention		1.b; 2.5; 6.5; 6.6; 9.1; 11.a; 14.2; 15.1; 17.6; 17.7; 17.9
But 4 : Améliorer la mise en œuvre		
16. La conservation et l'utilisation rationnelle des zones humides sont connues de tous grâce à la communication, au renforcement des capacités, à l'éducation, la sensibilisation et la participation du public	Faire en sorte que la conservation, l'utilisation rationnelle et la restauration des zones humides soient intégrées dans la planification et la mise en œuvre des ODD.	2.4; 4.7; 4.a; 6.a; 11.3; 13.1; 13.3; 15.7; 17.9
17. Des ressources financières et autres issues de toutes les sources sont mises à disposition en faveur d'une mise en œuvre effective du 4 ^e Plan stratégique Ramsar 2016-2024	Augmenter le financement pour des mesures exhaustives dans les zones humides, y compris les Sites Ramsar, pour refléter l'importance de ces sites, non seulement du point de vue de la biodiversité mais aussi dans la perspective du développement durable.	9.a; 10.6; 15.a; 15.b; 17.3

Buts et Objectifs du PS	Mesures visant à intégrer les zones humides dans les processus de planification des ODD	Cibles connexes des ODD
<p>18. La coopération internationale est renforcée à tous les niveaux, (<i>local, national, sous-régional (par exemple IRR), régional et mondial</i>)</p>	<p>Saisir les occasions et les synergies avec d'autres secteurs, conventions et priorités. Il importe d'encourager la collaboration entre les Correspondants nationaux de différentes conventions et les Correspondants nationaux pour la planification et la mise en œuvre des ODD et en particulier des Bureaux statistiques pour faire progresser des approches plus générales au niveau du paysage concernant la conservation et le développement durable relatifs aux Sites Ramsar, mais aussi à d'autres aires protégées telles que les biens du patrimoine mondial.</p> <p>Les Parties contractantes devraient veiller à ce que ces efforts d'application du Plan stratégique Ramsar soient intégrés dans leurs propres plans et activités d'application des ODD au niveau national.</p> <p>Les Parties contractantes devraient faire en sorte que les rapports sur les progrès relatifs aux ODD reflètent les contributions des zones humides afin que la conservation, l'utilisation rationnelle et la restauration de celles-ci soient liées au programme de développement durable.</p>	<p>1.b; 2.5; 6.5; 6.6; 6.a; 10.6; 12.4; 14.5; 14.c; 15.1; 15.6; 16.8; 17.6; 17.7; 17.9</p>
<p>19. Le renforcement des capacités pour l'application de la Convention et du quatrième Plan stratégique Ramsar 2016-2024 est amélioré</p>		<p>2.4; 6.a; 11.3; 13.1; 13.3; 15.c; 17.9</p>

Sources et Ressources disponibles

Comment les zones humides permettent d'atteindre des ODD sélectionnés : *Renforcer la conservation, l'utilisation rationnelle et la restauration des zones humides pour atteindre les Objectifs de développement durable.*

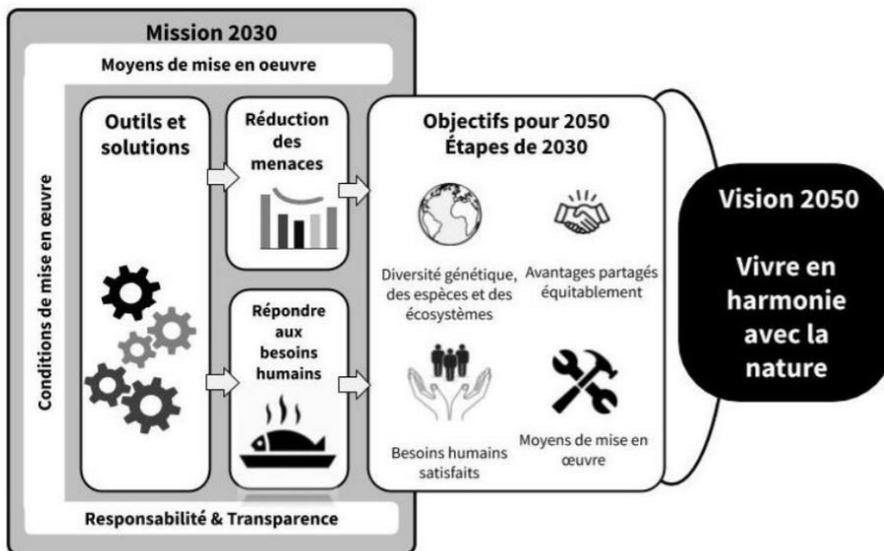
Résolution XIII.7

ANNEXE C : CDB Pour remplacer l'Annexe 2 du PS4 lorsque le cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 sera adopté

Contexte

Le cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 sera proposé pour adoption lors de la 15^e Session de la Conférence des Parties à la CDB, 11 au 24 octobre 2021.

Le projet initial du cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 axe sa « théorie du changement » sur le Programme à l'horizon 2030 et une Vision 2050 de « Vivre en harmonie avec la nature »³. La théorie du changement (voir ci-dessous) est innovante en ce qu'elle transforme la manière dont la CDB voit les changements sur des périodes de 10 à 20 ans⁴.



Le projet propose de nouveaux buts et indicateurs, dont plusieurs ont trait aux écosystèmes de zones humides et au biote qui en dépend. Quelques indicateurs phares et quelques cibles numériques correspondent aux buts et objectifs d'utilisation rationnelle de Ramsar (par exemple, A.0.1 Étendue des écosystèmes naturels sélectionnés (forêts, savanes et prairies, zones humides, mangroves, marais salants, récifs coralliens, herbiers marins, macroalgues et habitats interstitiels) et, 1.0.1 Pourcentage de sols couverts par des plans d'aménagement du territoire à l'échelle du paysage

³ La vision du cadre est celle d'un monde où les humains vivent en harmonie avec la nature : « D'ici à 2050, la diversité biologique est valorisée, conservée, restaurée et utilisée avec sagesse, en assurant le maintien des services fournis par les écosystèmes, en maintenant la planète en bonne santé et en procurant des avantages essentiels à tous les peuples ».

⁴ **Projet initial, paragraphe 5** : Le cadre s'articule autour d'une théorie du changement (voir figure 1) selon laquelle une action stratégique urgente aux niveaux mondial, régional et national est nécessaire pour transformer les modèles économiques, sociaux et financiers de manière à stabiliser les tendances responsables de l'aggravation de la perte de biodiversité au cours des dix prochaines années (d'ici à 2030) et à permettre la reconstitution des écosystèmes naturels au cours des vingt années suivantes, avec des améliorations nettes d'ici à 2050 pour réaliser la vision de la Convention qui est de « vivre en harmonie avec la nature d'ici à 2050 ». **Paragraphe 6** : La théorie du changement adoptée pour le cadre suppose que des mesures de transformation sont prises pour a) mettre en place des outils et des solutions de mise en œuvre et de généralisation, b) réduire les menaces pesant sur la biodiversité et c) assurer une utilisation durable de la biodiversité afin de répondre aux besoins des populations et que ces mesures sont soutenues par i) des conditions favorables et ii) des moyens de mise en œuvre adéquats, y compris des ressources financières, matérielles et technologiques.

pour les écosystèmes terrestres, d'eau douce et marins*). Les indicateurs devraient présenter une certaine cohérence pour permettre une comparaison des données dans le temps et une meilleure harmonisation avec les objectifs et les cibles de développement durable à l'horizon 2030.

Considérations générales en appui à la mise en œuvre du PS4

Correspondance entre les nouvelles cibles CDB et les buts et objectifs Ramsar, remplaçant l'Annexe 2 du PS4 actuelle (correspondance entre le Plan stratégique et les Objectifs d'Aichi sur la biodiversité qui seront remplacés par le cadre mondial de la biodiversité), en utilisant un format semblable.

ANNEXE D : NOUVELLE APPROCHE DE LA CESP

Contexte

Généralement, les activités et les éléments de CESP devraient être intégrés dans la planification et les activités de la Convention (aux niveaux local, national, international) s'il y a lieu, et les efforts devraient être axés sur un plus petit nombre d'activités hautement prioritaires.

Les orientations qui suivent ouvrent aux Parties contractantes une voie vers l'intégration de cette nouvelle approche de la CESP dans la mise en œuvre de la Convention pendant la prochaine période triennale.

Considérations générales en appui à la mise en œuvre du PS4

Soutenir les correspondants et constituer un plus grand nombre de réseaux et de partenariats

Dans une approche nationale stratégique et coordonnée de la mise en œuvre de la Convention, les Correspondants nationaux et les Correspondants nationaux CESP ont un rôle important à jouer. Il convient de reconnaître les Correspondants CESP comme principaux exécutants de la CESP et de leur donner des outils et des possibilités de formation appropriés.

Les Parties contractantes devraient veiller à ce que les Correspondants soient informés de leurs responsabilités. Le Secrétariat peut prodiguer des conseils et des informations aux Parties contractantes, par exemple, du matériel d'introduction sur les travaux de CESP Ramsar pour les nouveaux CN CESP et les Correspondants ONG CESP et partager de bons exemples fournis par d'autres pays.

Les Parties contractantes ayant des besoins similaires en matière de CESP sont encouragées à coopérer aux activités de CESP, notamment par des échanges d'expérience en matière de campagnes pour la CESP ainsi que par une collaboration à la production de matériel de communication et à sa traduction dans différentes langues, selon les besoins des Parties contractantes impliquées. Les Parties contractantes devraient aussi être encouragées à assurer la coordination avec leurs correspondants nationaux auprès d'autres AME qui mènent un travail semblable.

Les Parties contractantes devraient renforcer leur engagement auprès d'autres secteurs dont les priorités sont conformes à celles qui sont identifiées dans le Plan stratégique au niveau national. Les messages en particulier devraient être conçus pour mettre en valeur des thèmes qui importent au public ciblé.

Considérations spécifiques sur la manière dont les Parties contractantes peuvent appliquer la nouvelle approche de la CESP en appui à la mise en œuvre du Plan stratégique

Buts et Objectifs pertinents	Mettre en œuvre la nouvelle approche de la CESP
But 1 : S'attaquer aux moteurs de la perte et de la dégradation des zones humides	
1. Les avantages des zones humides figurent dans les politiques / stratégies et plans relatifs à des secteurs clés tels que l'eau, l'énergie, les mines, l'agriculture, le tourisme, le développement urbain, l'infrastructure, l'industrie, la foresterie, l'aquaculture et la pêche	<ul style="list-style-type: none">• Les Parties contractantes continuent de porter la question des zones humides dans le débat politique mondial, y compris les Objectifs de développement durable, le cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020 et les efforts déployés pour décarboner dans le cadre de l'Accord de Paris (y compris dans le cadre des écosystèmes de carbone bleu).• Les Parties contractantes identifient des mécanismes pour une participation sectorielle plus importante à la planification de la

Buts et Objectifs pertinents	Mettre en œuvre la nouvelle approche de la CESP
aux niveaux national et local	<p>CESP et à la Convention, y compris en reconnaissant la valeur, l'expérience et les ressources des OIP, ONG, des Parties contractantes et des partenaires du secteur privé pour la planification, le financement, le développement et la mise en œuvre de messages et de produits CESP Ramsar.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les Parties contractantes devraient renforcer leur engagement auprès de secteurs qui ont un impact sur les zones humides, conformément aux priorités identifiées dans le Plan stratégique au niveau national. Plus particulièrement, les messages devraient être conçus de manière à mettre l'accent sur des thèmes importants pour le public ciblé.
2. L'eau est utilisée dans le respect des besoins des écosystèmes de zones humides afin qu'ils puissent remplir leurs fonctions et fournir des services à l'échelle qui convient, notamment au niveau d'un bassin versant ou le long d'une zone côtière	<ul style="list-style-type: none"> • Les Parties contractantes encouragent les études de cas sur la gestion durable des zones humides urbaines, comprenant des exemples tirés du label Ville des Zones Humides accréditée ; elles entreprennent des activités de CESP faisant participer les acteurs et encouragent l'utilisation rationnelle et la gestion de leurs zones humides et des environs, de manière à tenir dûment compte de la qualité de l'eau et de la quantité d'eau.
3. Les secteurs public et privé ont redoublé d'efforts pour appliquer des directives et bonnes pratiques d'utilisation rationnelle de l'eau et des zones humides	<ul style="list-style-type: none"> • Les Parties contractantes devraient promouvoir les orientations existantes de la Convention et partager entre Parties contractantes les orientations, bonnes pratiques et études de cas pratiques et locales qui sont peut-être plus généralement pertinentes. • Les Parties contractantes partagent les études de cas sur les bonnes pratiques.
4. Les espèces exotiques envahissantes et leurs voies d'introduction et de propagation sont identifiées et hiérarchisées, les espèces exotiques envahissantes prioritaires sont contrôlées et éradiquées et des mesures de gestion sont conçues et mises en œuvre pour empêcher l'introduction et l'établissement de ces espèces	<ul style="list-style-type: none"> • Les Parties contractantes sensibilisent à la présence d'espèces exotiques envahissantes dans les écosystèmes de zones humides par la mise au point de supports de formation et de communication et leur diffusion au secteur public et au secteur privé.
But 2 : Conserver et gérer efficacement le réseau de Sites Ramsar	
5. Les caractéristiques écologiques des Sites Ramsar sont maintenues ou restaurées par une planification efficace et une gestion intégrée	<ul style="list-style-type: none"> • Les Parties contractantes introduisent des activités de CESP dans tous les plans de gestion et/ou plans d'activité de tous les Sites Ramsar.
7. Les menaces pesant sur les sites dont les caractéristiques écologiques risquent de changer sont traitées	<ul style="list-style-type: none"> • Les Parties contractantes identifient les menaces actuelles et émergentes, y compris la menace générale des changements climatiques, et élaborent et partagent des outils et orientations pratiques de CESP pour gérer les Sites Ramsar et autres zones humides à long terme.
But 3 : Utiliser toutes les zones humides de façon rationnelle	
8. Les inventaires nationaux des zones humides sont commencés, terminés ou mis à jour et diffusés et utilisés pour promouvoir la conservation et la gestion efficace de toutes les zones humides	<ul style="list-style-type: none"> • Les Parties contractantes communiquent les résultats des inventaires nationaux des zones humides pour promouvoir la conservation et la gestion effective de toutes les zones humides.
9. L'utilisation rationnelle des zones humides est renforcée par la gestion intégrée des ressources à l'échelle	<ul style="list-style-type: none"> • Voir objectif 1 et objectif 13.

Buts et Objectifs pertinents	Mettre en œuvre la nouvelle approche de la CESP
qui convient, notamment celle d'un bassin versant ou le long d'une zone côtière	
10. Les connaissances, innovations et pratiques traditionnelles des peuples autochtones et des communautés locales qui présentent un intérêt pour l'utilisation rationnelle des zones humides et leur utilisation coutumière durable des ressources des zones humides, sont documentées, respectées, soumises aux dispositions de la législation nationale et aux obligations internationales en vigueur, et sont pleinement intégrées et prises en compte dans le cadre de l'application de la Convention, avec la participation pleine et effective des peuples autochtones et des communautés locales, à tous les niveaux pertinents	<ul style="list-style-type: none"> • Les Parties contractantes collaborent mieux avec les peuples autochtones en matière de recherche, planification, gestion et restauration des zones humides et d'activités de CESP (y compris des études de cas) et promeuvent les connaissances traditionnelles, les innovations et les pratiques des peuples autochtones et des communautés locales concernant l'utilisation rationnelle des zones humides, aux niveaux national et local.
11. Les fonctions, services et avantages des zones humides sont largement démontrés, documentés et diffusés	<ul style="list-style-type: none"> • Les Parties contractantes aident les administrateurs de Sites Ramsar à mettre au point une signalisation pour communiquer les valeurs des sites.
13. Les pratiques de secteurs clés, tels que l'eau, l'énergie, les mines, l'agriculture, le tourisme, le développement urbain, l'infrastructure, l'industrie, la foresterie, l'aquaculture et la pêche, touchant aux zones humides, sont plus durables et contribuent à la conservation de la biodiversité et aux moyens d'existence des êtres humains	<ul style="list-style-type: none"> • Les Parties contractantes accordent la priorité à la participation des décideurs sectoriels en vue d'intégrer les valeurs des zones humides dans leur planification et leur prise de décisions.
But 4 : Améliorer la mise en œuvre	
16. La conservation et l'utilisation rationnelle des zones humides sont connues de tous grâce à la communication, au renforcement des capacités, à l'éducation, la sensibilisation et la participation du public	<ul style="list-style-type: none"> • Les Parties contractantes s'appuient sur l'activité effective de CESP et l'engagement obtenu dans le cadre, par exemple, de la Journée mondiale des zones humides, des Initiatives régionales Ramsar et des Centres d'éducation aux zones humides. • Les Parties contractantes utilisent les réseaux et les structures (réseau Wetland Link International, Initiatives régionales Ramsar, Centres d'éducation aux zones humides, Youth Engaged in Wetlands) pour améliorer l'appui à la mise en œuvre de la Convention, par la sensibilisation, la participation aux activités et le renforcement des capacités. • Les Parties contractantes utilisent différents canaux médiatiques à cet effet, comme les réseaux sociaux pour sensibiliser le public (et peut-être inciter le public à se mobiliser et faire pression sur les décideurs) ainsi que d'autres approches pour obtenir la participation des décideurs sectoriels.

Buts et Objectifs pertinents	Mettre en œuvre la nouvelle approche de la CESP
	<ul style="list-style-type: none"> • Les Parties contractantes identifient de nouvelles voies de communication et des possibilités de promotion des objectifs de la Convention.
<p>18. La coopération internationale est renforcée à tous les niveaux, (<i>local, national, sous-régional (par exemple IRR), régional et mondial</i>)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les Parties contractantes ayant des besoins semblables en CESP coopèrent aux activités de CESP. Cette coopération peut comprendre des échanges d'expérience en matière de campagnes pour la CESP ainsi qu'une collaboration à la production de matériel de communication et à sa traduction dans différentes langues, selon les besoins des Parties contractantes impliquées. • Les Parties contractantes encouragent leurs CN Ramsar à faciliter les activités de CESP avec les Correspondants nationaux d'autres AME. • Les Parties contractantes veillent à ce que tous les aspects de la CESP soient pris en compte lors de la planification et de l'élaboration de toutes les résolutions, du matériel d'orientation, des produits du GEST et autres résultats de la Convention. • Les Parties contractantes étudient les possibilités d'améliorer la conservation des zones humides en appliquant des techniques issues de l'économie et de la psychologie du comportement et en réalisant des projets conjoints avec des équipes spécialisées dans les connaissances comportementales ou « unités d'encouragement ».
<p>19. Le renforcement des capacités pour l'application de la Convention et du 4^e Plan stratégique Ramsar 2016-2024 est amélioré</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les Parties contractantes mettent l'accent sur le renforcement des capacités pour soutenir des personnes ayant différents rôles en matière de conservation et d'utilisation rationnelle des zones humides. Cela pourrait impliquer l'utilisation des compétences du Groupe d'évaluation scientifique et technique (GEST), la communication et la constitution de réseaux par le Secrétariat et le partage d'expériences entre les Parties contractantes. • Les Parties contractantes évaluent la portée et l'efficacité des activités figurant dans la CESP afin d'identifier des approches concrètes, de les partager et de les appliquer. • Les Parties contractantes devraient faire en sorte que les Correspondants soient informés de leurs responsabilités. Les Correspondants CESP doivent être reconnus comme principaux exécutants de la CESP et être dotés des outils et des possibilités de formation appropriés, s'il y a lieu.

Ressources disponibles

DRXI._ Nouvelle approche de la CESP

ANNEXE E : CONSIDÉRATIONS SUR L'ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES DANS LE CONTEXTE DE LA CONVENTION SUR LES ZONES HUMIDES

Contexte :

Les femmes n'ont ni le même accès ni le même contrôle que les hommes sur les ressources des zones humides, les connaissances et l'information relative à leur conservation et à leur utilisation rationnelle. Cette différence influe sur la gestion des zones humides, de même que sur les droits et l'usage coutumier des produits et services des zones humides.

Le rôle et les connaissances des femmes en matière de gestion des zones humides ne sont pas suffisamment reconnus, voire sont négligés et les normes sociales et culturelles accentuent souvent leur participation inégale aux processus décisionnels. La collecte de l'eau incombe de façon disproportionnée aux femmes et aux filles. Faute d'eau courante, les femmes et les filles peuvent être plus vulnérables à la violence car dans leurs déplacements, pour aller chercher de l'eau, elles sont exposées au harcèlement et aux abus sexuels. Par ailleurs, un meilleur accès à l'eau peut améliorer la fréquentation scolaire et la création de revenus, réduisant les inégalités entre les sexes et la pauvreté.

La Résolution XIII.18, *Égalité entre les sexes dans le contexte des zones humides*, approuvée à la 13^e Session de la Conférence des Parties contractantes (COP13) en 2018, encourage les Parties à inclure une perspective sur les genres dans leur application de la Convention, et demande la production d'orientations sur l'intégration des questions d'égalité entre les sexes dans le contexte de l'application de la Convention. Les rapports nationaux à la COP14 comprennent aussi, pour la première fois, des informations fournies par les Parties contractantes sur l'équilibre entre les sexes dans les activités relatives aux zones humides.

Des orientations Ramsar sur l'intégration de l'égalité entre les sexes ont maintenant été publiées et proposent une série de points de départ clés, pratiques et opérationnels pour renforcer l'intégration de l'égalité entre les sexes dans les travaux de la Convention. Les orientations qui suivent décrivent un chemin à suivre pour les Parties contractantes qui cherchent à intégrer des considérations sur l'égalité entre les sexes dans leurs travaux d'application de la Convention.

Considérations générales en appui à la mise en œuvre du PS4 :

Les Parties contractantes sont invitées à appliquer le Plan stratégique aux niveaux national et régional en élaborant des politiques, stratégies, plans d'action, projets et programmes nationaux sur les zones humides.

Ces instruments devraient étudier intrinsèquement des approches intersectorielles, sensibles à l'égalité entre les sexes et fondées sur les droits humains pour promouvoir la conservation et l'utilisation rationnelle des zones humides et garantir :

- une gouvernance centrée sur l'être humain, qui respecte les femmes dans toute leur diversité et tous ceux qui vivent en marge du développement, en leur donnant un accès plein et entier et un contrôle sur les actifs de valeur, y compris la propriété foncière, les droits et l'autonomie économique ;
- un accès et un contrôle égaux et sûrs des ressources naturelles, pour les femmes et les filles, afin qu'elles gèrent et protègent leurs moyens d'existence ;

- la reconnaissance du rôle des femmes et des filles dans la prise de décisions et en tant que chefs de file, participant aux processus décisionnels à tous les niveaux en matière d'utilisation rationnelle et de conservation des zones humides.

Inscrire les considérations relatives à l'égalité entre les sexes dans le Plan stratégique

Buts	Considérations relatives à l'égalité entre les sexes	Objectifs clés
But 1 : S'attaquer aux moteurs de la perte et de la dégradation des zones humides	<i>Les Parties reconnaissent que les moteurs de la dégradation des zones humides recourent les dimensions d'égalité entre les sexes et autres dimensions sociales et ont des incidences sur elles.</i>	
But 2 : Conserver et gérer efficacement le réseau de Sites Ramsar	<i>Les Parties s'engagent à protéger et gérer effectivement les Sites Ramsar existants et à permettre la participation pleine et entière des acteurs, y compris les femmes - dans toute leur diversité - les jeunes, les peuples autochtones et les communautés locales.</i>	Objectif 5.7 : Combien de Sites Ramsar ont un comité de gestion intersectoriel permettant une prise de décisions participative et inclusive avec les femmes, dans toute leur diversité, les jeunes et les peuples autochtones représentés.
But 3 : Utiliser toutes les zones humides de façon rationnelle	<i>Les Parties prennent soin des zones humides au-delà de celles qui sont actuellement intégrées dans le réseau des Sites Ramsar. Intégrer les considérations relatives à l'égalité entre les sexes dans une large gamme de secteurs et avec une large palette d'acteurs aidera à garantir le succès de cet effort.</i>	Objectif 10 : Les connaissances, innovations et pratiques traditionnelles des peuples autochtones et des communautés locales qui présentent un intérêt pour l'utilisation rationnelle des zones humides et leur utilisation coutumière durable des ressources des zones humides, sont documentées, respectées, soumises aux dispositions de la législation nationale et aux obligations internationales en vigueur, et sont pleinement intégrées et prises en compte dans le cadre de l'application de la Convention, avec la participation pleine et effective des peuples autochtones et des communautés locales, à tous les niveaux pertinents.
But 4 : Améliorer la mise en œuvre Le paragraphe 11 de la Résolution XIII.18 encourage « ... à étudier comment il est tenu compte des différents sexes dans le matériel de communication sur les zones humides afin de promouvoir une	<i>Les Parties veillent à ce que les stratégies et les supports de communication reflètent les perceptions, les besoins et les perspectives des femmes. Une attention particulière doit être accordée à la sélection des canaux de communication qui conviennent le mieux aux femmes.</i> <i>Les Parties elles-mêmes, et en partenariat avec d'autres Parties et</i>	Objectif 16 : Inscrire la conservation et l'utilisation rationnelle des zones humides, avec une approche sensible à l'égalité entre les sexes, à travers le développement des capacités, l'éducation, la participation et la sensibilisation. <i>Note : La nouvelle approche de CESP comprend, comme activité, l'intégration de l'égalité entre les sexes.</i>

représentation égale et équitable ».	<p><i>d'autres entités, adoptent une approche sensible à l'égalité entre les sexes concernant les avis et les orientations scientifiques et techniques, la mobilisation des ressources, la sensibilisation du public, la visibilité et le renforcement des capacités.</i></p> <p><i>Les grands mécanismes financiers de l'environnement ont tous aujourd'hui des politiques sur l'égalité entre les sexes, des plans d'action et des mandats sur l'égalité entre les sexes qui doivent être respectés si l'on veut obtenir un financement.</i></p>	
--------------------------------------	--	--

Ressources disponibles :

Les orientations fournissent aux Parties contractantes à la Convention une série de points de départ clés, pratiques et opérationnels pour améliorer l'intégration de l'égalité entre les sexes au sein de la Convention, et présentent plusieurs études de cas sur l'importance d'adopter une approche sensible à l'égalité entre les sexes en matière d'utilisation rationnelle et de gestion des zones humides. Le document peut être téléchargé à l'adresse :

<https://www.ramsar.org/fr/document/orientations-sur-lintegration-des-questions-de-genre-dans-le-contexte-de-la-convention-de>